

Une piste pour limiter l'exil des dirigeants

OLIVIER DE GUERRE / PRÉSIDENT DE PHITRUST ACTIVE INVESTORS | LE 25/08 À 06:00

d'Olivier de Guerre

Les annonces successives de départ de dirigeants de grandes **sociétés cotées** françaises à l'étranger ne peuvent que nous interpeller, car elles reflètent à la fois l'internationalisation de ces grandes sociétés (plus de 70 %, voire 80 % de leur activité et de leurs salariés à l'étranger) et le coût fiscal des rémunérations très (trop) élevé aujourd'hui par rapport à d'autres pays, que ce soit pour les sociétés ou leurs dirigeants.

Le risque est grand de voir les centres de décision de ces sociétés se délocaliser, mais aussi les conseillers juridiques, les conseillers financiers, les banques... L'impact pour l'innovation et la capacité de développement d'un pays peuvent en être très fortement affectés si ce mouvement se généralise et il y a un vrai risque que cela s'amplifie dans les années à venir.

Les annonces de départ pour des raisons stratégiques se sont succédé ces derniers mois, avec Francois-Henri Pinault de Kering, Bruno Lafont chez Lafarge ou Chris Vierbacher de Sanofi, pour ne citer qu'eux. Sans parler de la fusion ratée Omnicom-Publicis, qui aurait vu le siège social transféré aux Pays-Bas.

Il est évident que l'impact pour la société n'est pas le même si le **PDG** s'établit à l'étranger ou si le départ ne concerne que le DG ou le président du directoire. Le président du conseil de surveillance de Sanofi, Serge Weinberg, est à Paris. La gouvernance du groupe et son **conseil d'administration** devraient rester en France, ce qui permet à la fois de privilégier l'ancrage national de Sanofi et la nécessité pour un dirigeant opérationnel de se rapprocher des équipes sur lesquelles il base le développement de sa stratégie.

Nous avons essayé de pousser à cette réflexion l'année dernière, quand Schneider Electric a décidé de revenir à une gouvernance unique avec un PDG basé à Hong Kong pour accompagner la croissance en Asie, mais sans réponse positive des investisseurs, qui ont soutenu le retour à une gouvernance unique. La situation de Sanofi est aujourd'hui très différente de celle de Schneider Electric, avec un PDG à Hong Kong et des membres du conseil d'administration qui seront de plus en plus à majorité non français, pour refléter l'internationalisation de ces groupes cotés. Le risque y est plus grand de voir un jour le conseil d'administration se réunir régulièrement hors de France (pour visiter les filiales...), ce qui amènera logiquement à délocaliser sa capacité de décision, en attendant peut-être une fusion ou un rachat qui déplacera définitivement le centre de décision à l'étranger.

En Allemagne, les grands groupes sont structurés en conseil de surveillance et directoire avec une majorité d'administrateurs allemands. En France, ils sont majoritairement structurés en conseil d'administration avec un PDG et, pour certains, une majorité d'administrateurs non français. Il n'y a peut-être pas de lien, mais la majorité des administrateurs de Lafarge ne sont pas français... ce qui explique probablement leur soutien à une stratégie de fusion « entre égaux » qui déplace le centre de décision et la gouvernance en Suisse.

La séparation des pouvoirs est à notre sens une réponse à cet enjeu de gouvernance pour que nous gardions en France les centres de décision de nos grandes entreprises. Il est urgent d'en prendre conscience.

Olivier de Guerre

Olivier de Guerre est président de PhiTrust Active Investors●

D'autres vidéos à voir sur le web

Le Brésil en récession au premier semestre

